

HALTE AUX BOURREAUX EN AFRIQUE DU NORD

Des bourgeois viennent de lancer un cri d'alarme au sujet de l'Afrique du Nord ; il s'y prépare, disent-ils, un nouveau Vietnam ; ils demandent aux autorités françaises une nouvelle politique plus conciliante envers les couches bourgeoises dirigeantes au Maroc et en Tunisie. Nous avons déjà exposé les raisons qui empêchent la bourgeoisie française de s'opposer à la politique des grands colons.

Mais il est un cri d'alarme qu'il faut lancer dans la classe ouvrière pour que par son action elle arrête les bourreaux qui sévissent actuellement en Afrique du Nord.

En Tunisie, les tribunaux militaires condamnent, les pelotons d'exécution fonctionnent, avec tout l'attirail de la légalité bourgeoise.

Au Maroc, on fait occuper les médinas par les bandes du Glaoui, c'est-à-dire qu'on y a instauré un régime de S.S. Les autorités ont en secret déporté des bourgeois marocains, tout en niant publiquement avoir pris des mesures et en s'efforçant de rejeter les disparitions sur les organisations et militants aspirant à l'indépendance de leur pays.

Les peuples de l'Afrique du Nord ont eu des espoirs dans l'O.N.U. Ils ont pu y voir que l'impérialisme américain ne cherche qu'à organiser sa croisade contre les peuples émancipés ou en voie d'émancipation du régime capitaliste.

C'est la classe ouvrière qui, dans les métropoles, est la force principale sur laquelle ils peuvent compter. Combien de travailleurs nord-africains ont versé aussi leur sang dans les luttes du prolétariat français. Il faut que la solidarité ouvrière soit stimulée. Il faut exiger le front unique socialiste et communiste pour arrêter les bourreaux français des peuples de l'Afrique du Nord.

LE 28 AVRIL

La grève de 24 heures du 28 avril ne fut pas un échec puisque plus de 2 millions de travailleurs y ont participé et que même là où il y eut peu de grévistes il n'y a eu aucun affaiblissement en face du patronat et du gouvernement. Pourtant elle a laissé un sentiment d'insatisfaction, de manque à gagner, d'un « coup pour rien » parmi les travailleurs et plus encore parmi les militants syndicaux et politiques. Ce n'est pas le fonctionnement d'une partie des transports dans la région parisienne et de la S.N.C.F. qui en est cause. Il suffit d'une petite fraction de non-grévistes pour que cela se produise.

C'est autre chose qui est frappant : la participation réduite de grands centres et de grandes entreprises, particulièrement la non-participation des trois quarts des travailleurs de chez Renault. En général la grève a eu un succès plus grand en province qu'à Paris, dans la petite et moyenne industrie que dans la grande. Comment se fait-il, se demande-t-on, que des secteurs qui sont les plus combattifs, les plus clairvoyants politiquement, aient marqué un certain désintérêt envers ce mouvement ? Comment se fait-il qu'une grève longuement préparée, qui a été précédée d'une campagne, pour laquelle se sont tenues des conférences régionales et nationales, à laquelle appelaient la plus forte organisation syndicale, la C.G.T., et en même temps la C.F.T.C., qui ne recevait pas en général l'hostilité des sections de base de F.O., qui englobait toutes les corporations — comment se fait-il qu'elle n'ait entraîné que la moitié environ du nombre des grévistes d'août 53 qui a eu lieu en période de vacances, sans préparation des organisations et qui surtout n'affectait qu'un secteur, celui des services publics. La combativité et le mécontentement ouvriers n'étant ni moins importants, au contraire, ni moins justifiés qu'il y a 3 mois, pourquoi la grève du 28 avril n'a-t-elle pas sensiblement dépassé en force celle du 29 janvier ?

Il faut répondre à ces questions que posent les faits et que veulent clarifier les travailleurs, en particulier les militants du P.C.F. qui ont dirigé le mouvement. Il est insuffisant de le faire en invoquant l'extraordinaire mobilisation propagandiste et policière de la bourgeoisie. Cette mobilisation joue naturellement pour limiter le mouvement. Mais peut-on sérieusement prétendre que c'est elle qui a pesé d'une façon primordiale sur 75 % des travailleurs de chez Renault ? De plus, n'a-t-elle pas eu lieu lors d'autres mouvements sans avoir ce résultat ?

Ce qui manquait c'est un profond enthousiasme des larges masses prolétariennes.

Ce manque d'enthousiasme ne provenait pas du tout d'un manque de volonté de combattre chez les travailleurs, au contraire la volonté que « ça change » y est plus enracinée que jamais. Il provenait avant tout du sentiment que CETTE grève ne pouvait rien changer et ne préparait même pas à de futurs combats qui renverseraient la situation.

La non-réalisation du Front unique entre les deux principales directions ouvrières (F.O. et la C.G.T., le P.S. et le P.C.F.) joua contre l'entrée en

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

DES TRAVAILLEURS

FRONT UNIQUE P.C.F.-P.S. pour arrêter la guerre d'Indochine UNITE D'ACTION OUVRIERE INTERNATIONALE et imposer un gouvernement de ces deux Partis contre la guerre impérialiste

La chute de Dien-Bien-Phu après deux mois d'un gigantesque combat livré par les soldats de la révolution du Viet-Minh marque un nouveau tournant de l'immense lutte engagée dans le monde entre les forces de la révolution et celles de l'impérialisme mondial.

Elle est ressentie comme une grande victoire par tous les peuples exploités par l'impérialisme dans le monde. Le journal égyptien Al Goumhouria l'exprime lorsqu'il écrit que « la chute de Dien-Bien-Phu... devrait constituer un avertissement sérieux pour l'impérialisme en Asie, en Afrique et partout où les usurpateurs

tendent d'humilier les peuples ou de miner leur indépendance... Quelles que soient les raisons de la chute de Dien-Bien-Phu, la marche de la libération se poursuivra et de nombreuses forteresses impérialistes tomberont. »

C'est un souffle puissant d'émancipation nationale et sociale qui jaillit et s'étend, d'Asie en Afrique et en Amérique latine, préjudant à la chute de ces autres forteresses. Le coup porté à l'impérialisme par le peuple vietnamien, approfondissant à son flanc la blessure mortelle qui lui a déjà été faite par la victoire de Mao-Tsé-Tung en Chine, atteint les métropoles elles-mêmes, accentue leur crise, donne l'exemple aux travailleurs de ces pays, en particulier d'Europe occidentale et tout spécialement de France, de l'efficacité du combat révolutionnaire.

L'impérialisme, pour la première fois est obligé de discuter de puissance à puissance, à la conférence de Genève, avec les représentants véritables de ces peuples d'Asie et non plus seulement avec les fantoches à sa solde : Tchang-Kai-Chek, Syngman Rhee ou Bao-Dai.

Cette marche en avant victorieuse des forces de la révolution dans le monde, si elle oblige l'impérialisme à composer, ne le fait pas, bien au contraire, renoncer à ses projets d'extension de la guerre.

En dépit du recul forcé de Dulles, c'est Bedell Smith qui déclare : « Nous sommes ici pour empêcher l'extension du communisme dans le Sud-Est asiatique » ; ce sont les consultations de Dulles pour l'organisation de ce qu'ils appellent « la sécurité du Sud-Est asiatique » ; ce sont enfin les déclarations du général Navarre préconisant l'internationalisation du conflit en cas d'un échec de la conférence de Genève.

Les impérialistes qui mesurent la portée de leur échec savent bien qu'aucune solution de compromis ne peut maintenant endiguer le flot de la révolution asiatique, et c'est pourquoi l'allusion de Navarre à un échec

de Genève pourrait bien avoir l'accent d'un souhait !

DIPLOMATIE ET LUTTE DE CLASSE

Les travailleurs de tous les pays, et les travailleurs français en particulier, qui sont partie prenante dans cette conférence de Genève dont l'échec peut signifier l'extension de la guerre en Asie et par là la proximité de cette troisième guerre mondiale où veut les entraîner l'impérialisme américain, doivent comprendre que pour contraindre l'impérialisme à un recul, dans cette conférence même, la diplomatie seule ne suffit pas.

Si Pham Van Dong est poussé en avant par la lutte du peuple vietnamien qu'il représente, Bidault et les impérialistes doivent avoir les mains liées par l'action organisée des travailleurs de France et du monde pour l'arrêt immédiat de la guerre d'Indochine.

Si Foster Dulles a déjà dû reculer ce n'est pas parce que Churchill est animé de meilleures intentions, et l'en a persuadé, mais parce que devant l'extension en Angleterre du courant de masse contre la guerre, devant les progrès de la gauche travailliste dans ce pays, Churchill sait qu'il ne peut pas actuellement faire marcher le pays dans ces projets. Si Nehru a repoussé si catégoriquement les projets de Dulles, c'est aussi parce qu'il doit tenir compte de l'immense pression des peuples d'Asie en marche vers la libération. Enfin c'est aussi le fait que l'opinion américaine elle-même n'est pas prête pour cela.

FRONT UNIQUE CONTRE LA GUERRE...

Les travailleurs de France sentent avec force combien les développements actuels de la lutte du peuple vietnamien vont dans le même sens que leur propre lutte. Ils sont contre la poursuite de la guerre d'Indochine, non seulement parce que dans cette guerre d'oppression s'engouffrent les milliards qui pourraient satisfaire

leurs revendications, mais parce qu'ils sentent que sur cette guerre peut se greffer la grande boucherie internationale que prépare l'impérialisme. La défaite de Dien-Bien-Phu, accentuant en France même l'impuissance de la bourgeoisie, va augmenter leur désir de lutte. Mais leurs grandes organisations ouvrières ne leur donnent pas actuellement le moyen d'exprimer cette volonté, ne leur tracent pas la perspective claire qui leur permettrait dès maintenant d'engager un combat décisif contre le régime.

Face à la direction du Parti Socialiste dont l'opposition au Front Unique de classe, se maintient toujours aussi forte, c'est avant toute chose à la direction du P.C.F. à se baser sur ces aspirations de TOUS les travailleurs. Elle devrait leur ouvrir ces perspectives claires, à la fois sur le gouvernement qu'ils peuvent imposer dans leurs luttes et son programme, et sur les possibilités immédiates de mettre en échec l'actuel gouvernement, à la fois sur les revendications et sur la guerre d'Indochine. Elle devrait formuler, d'organisation à organisation, de direction à direction, des propositions précises de Front Unique au Parti socialiste, permettant à la pression des militants de ce dernier de s'exprimer plus fort dans leur parti, et contraignant la direction à céder ou à se démettre.

...POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS

Or, la direction du P.C.F. dont les militants dirigent la partie essentielle du prolétariat français n'a jamais été plus carente que ces dernières semaines sur cette question des perspectives de lutte.

L'Humanité, loin d'expliquer le sens profond des événements et de donner une direction au mouvement est restée centrée sur la C.E.D. et n'a fait que répéter les discours des diplomates soviétiques, chinois et vietnamiens comme si la lutte contre l'impérialisme devait passer seulement par les canaux des Etats où le prolétariat a renversé la bourgeoisie.

Le gouvernement Laniel cherche à subsister à coup de « questions de confiance ». Sur le plan parlementaire, il subsiste uniquement parce que les directions des deux partis ouvriers ne mobilisent pas les travailleurs pour mettre rapidement fin à la guerre d'Indochine et donner au pays le seul gouvernement qui serait représentatif de celui-ci, un gouvernement de ces deux partis ouvriers de masse.

Le 9 avril dernier, au moment de la venue en Europe de Foster Dulles, le Secrétariat International de la IV^e Internationale, lançait à toutes les organisations ouvrières politiques, syndicales, socialistes, communistes, l'appel que nous reproduisons ici, POUR UNE CONFERENCE OUVRIERE INTERNATIONALE FACE A LA CONFERENCE DE GENÈVE.

Cet appel reste valable même si l'impérialisme américain n'a pas pu immédiatement engager le monde dans une épreuve de force.

Le Front Unique du Parti communiste et du Parti socialiste en France constituerait un stimulant pour le Front unique international des travailleurs contre la guerre.

P.C. et P.S. ensemble pourraient, avec une puissance extraordinaire, non seulement mobiliser les travailleurs en France mais contribuer au rassemblement du prolétariat mondial contre l'impérialisme qui prépare la guerre atomique.

L. PERIER.

Notre page 2 est consacrée au prochain Congrès du P. C. F. Aidez-nous à la diffuser auprès de ses militants

TOUS AU MUR
DES FÉDÉRÉS
DIMANCHE 30 MAI

CONFERENCE OUVRIERE INTERNATIONALE !

Le Secrétariat international de la IV^e Internationale adresse un urgent appel à toutes les organisations ouvrières politiques et syndicales de tous les pays, socialistes et communistes, les invitant à accorder toute leur attention à la situation internationale actuelle qui est particulièrement grave et comporte le danger très réel d'une évolution rapide vers une troisième guerre mondiale.

Une intervention plus massive et directe de l'impérialisme américain, épaulé par les autres impérialismes, au Vietnam, risque de se développer en guerre contre la Chine, ce qui amènerait à coup sûr à brève échéance la généralisation de la guerre. Les conditions générales étant tout autre que celles qui existaient à la veille de la guerre de Corée, la possibilité d'une localisation du conflit est moins probable que jamais. L'impérialisme est maintenant sérieusement réarmé, il est d'autre part menacé d'une crise économique qu'il n'évitera que par une nouvelle poussée des dépenses d'armements et l'entretien des foyers de guerre. D'où son renouveau d'agressivité dont le premier résultat est de sortir la Bourse de New-York de son marasme des derniers mois.

D'autre part il est illusoire de croire que le Vietminh, la Chine ou l'U.R.S.S. permettront que se consolident au Vietnam le régime et les bases d'agression de l'impérialisme, dans un rapport de forces plus défavorable que jamais pour celui-ci.

Dulles vient en Europe afin de vaincre les dernières hésitations des gouvernements de Londres et de Paris et de faire sortir de la conférence de Genève non la paix que les peuples si ardemment désirent, mais une intervention plus directe et massive de l'impérialisme coalisé en Asie.

C'est à ce projet criminel qu'il faut à tout prix faire échec. C'est dès maintenant qu'il faut agir et avec toute la vigueur possible.

Le sort de la paix ou de la guerre, d'une guerre qui serait la plus abominable de l'histoire de l'humanité, est en réalité aux mains des grandes organisations ouvrières. Surmontant tout sentiment d'indécision, de couardise, de routine, de méfiance et d'hostilité résultant de la division ouvrière, elles doivent prendre l'initiative de convoquer, lors de la conférence de Genève, une CONFERENCE INTERNATIONALE OUVRIERE, à Paris par exemple, ouverte à toutes les organisations politiques et syndicales, communistes et socialistes, de tous les pays, conférence qui exigerait :

— L'ARMISTICE IMMEDIAT AU VIETNAM ;

— DES ELECTIONS GENERALES LIBRES AU VIETNAM POUR DECIDER DU STATUT ET DU GOUVERNEMENT DE CE PAYS ;

— LA RECONNAISSANCE DE LA CHINE POPULAIRE ET SON ADMISION A L'O.N.U. ;

— L'INTERDICTION DES ARMES ATOMIQUES ;

— LE CONTROLE OUVRIER SUR LES INDUSTRIES ATOMIQUES DANS CHAQUE PAYS.

Cette conférence en scellant le front unique ouvrier international contre la guerre, pourrait décider en outre la création d'un Bureau permanent de ce front unique ouvrier international, qui envisagerait tous les moyens d'action prolétarienne contre toute menace de guerre de la part de l'impérialisme.

Sa convocation au moment de la conférence de Genève en soi serait un acte qui paralyserait les fauteurs de guerre et ranimerait les espoirs et une énergie immenses parmi les masses travailleuses du monde entier. L'heure est grave, le temps presse ! Que les grandes organisations ouvrières prennent vite leurs responsabilités ; que rapidement elles agissent unies !

Le Secrétariat international.

9 avril 1954.

V. T.

(SUITE PAGE 4.)

Dans le dernier numéro de La Vérité des Travailleurs, nous avons fait état des interrogations des militants du P.C.F. A l'heure où se prépare le Congrès de leur Parti, nombreux, très nombreux sont les militants qui attendent des réponses à leurs préoccupations. Le Comité central s'est réuni précipitamment le samedi 17 avril. De cette réunion sont sortis le « Projet de Thèses sur la situation politique et les tâches du Parti » et les « Projets de résolution sur les questions d'organisation et sur les questions de la jeunesse ».

LA DIRECTION DU P. C. F. EST DIVISÉE

Ces projets de thèses et de résolutions ne répondent pas à l'attente et aux questions des militants : ils rusent avec elles et inévitablement ces questions se poseront à nouveau et avec plus d'acuité encore. Il apparaît d'ailleurs à la lecture de ces documents, en particulier la partie du « projet de thèses sur la situation politique et les tâches du parti » intitulée : LE PARTI, que le Bureau politique et peut-être le Comité central ne sont pas unanimes. En effet, cette partie du document vise non pas l'ensemble du Parti, mais plus particulièrement sa direction, et quand on lit des formules telles que « le Parti doit combattre sans ménagement non seulement les porteurs de déviation, mais également les conciliateurs qui sont toujours prêts à composer avec les opportunistes et les sectaires... » (Thèse 26), on peut en conclure qu'il y a des divergences au sommet. Y-a-t-il trois points de vue ou plus, et lesquels ? On ne sait, et le Parti n'est pas appelé à se prononcer. Il ne connaît de toutes façons que le point de vue qui deviendra officiel et non le point de vue écarté ni celui des « conciliateurs ». Cependant, le passage ci-dessus cité des thèses permet d'affirmer que la crise de la direction n'est pas terminée, qu'elle rebondira. Il est toutefois impossible de prédire quelle forme prendra cette crise de direction à l'avenir.

ESSAI DE JUSTIFICATION D'UNE POLITIQUE ERRONÉE

Dans les projets de thèses et de résolutions, la direction veut se justifier auprès des militants. La lecture des compte-rendus de sessions du Comité Central depuis quatre ans montre en effet qu'il n'y a pas un point de la politique du Parti communiste français qui n'ait été mis en cause. La campagne des signatures, le mouvement de la paix et le Parti, la politique à la Libération (affaire MARTY) ; la lutte contre la bourgeoisie et l'ennemi à combattre (la dénonciation de l'opportunisme, l'article de BILLOUX de mai 1952 et ses interventions au Comité central) ; le front unique de la classe ouvrière, la politique syndicale (l'affaire Auguste Lecœur) ; le lien entre la politique du P.C.F. et la diplomatie du gouvernement de Moscou (position de TILLON citée par Léon MAUVAIS dans son rapport au Comité central de décembre 1952 à Gennevilliers) (1) ; la manière dont les grèves de 1947, de 1948, de 1951 ont été dirigées ; le 12 février 1952, le 4 juin 1952, l'union avec tous les bons Français.

La politique de ces quatre années et en deça, sur laquelle nous reviendrons, a provoqué certains remous dans l'organisation. Dans le Parti communiste français, des idées circulent qui ne sont plus exactement celles de la direction dont le prestige a baissé. Dans le projet de résolution sur les questions d'organisation, on peut lire : « chaque camarade qui formule une critique doit être persuadé par l'expérience qu'en aucun cas on ne lui reprochera de l'avoir émise, bien au contraire » (Titre IV). Or, combien dans le Parti se sont fait traiter par des dirigeants de toutes sortes de noms pour avoir élevé une objection ! Cependant, il est devenu plus difficile d'exclure ceux qui font des réserves, grandes ou petites, sur la ligne. Charles Tillon n'a jamais désavoué André Marty : il est toujours adhérent et le document que nous analysons ici ne le cite même plus parmi les liquidateurs, les sectaires, les opportunistes. Si André Marty a été exclu, Auguste Lecœur le sera difficilement, et il aura vraisemblablement le même sort que Charles Tillon.

Si dans les documents proposés pour le Congrès, rien de fondamental n'est changé par rapport à la ligne définie aux Comités centraux de Drancy et d'Arcueil, on peut cependant relever un assouplissement des formules qui avaient le plus heurté le sens de classe des ouvriers du Parti communiste français. L'expression : Union de tous les bons Français quels qu'ils soient a même disparu. Des formulations de classe sont employées : la réalisation du front unique prolétarien... » (Thèse 16). Ces assouplissements sont faits pour ne pas heurter le sens de classe des adhérents, pour calmer certaines résistances... et permettre ainsi une justification plus aisée de tout ce passé de plus en plus contesté. Le fait même que le Bureau politique ait décidé de faire paraître des projets de thèses et de résolutions avec possibilité d'amendements, ce qui n'avait pas été fait depuis longtemps, en tout cas pas depuis la Libération, prouve que la direction comprenant ce qui se passe, prends les devants, essaie de créer l'illusion que le régime intérieur du parti est démocratique pour ne pas provoquer certaines manifestations possibles de mauvaise humeur de la part des militants, telles que celle qui consiste à tronquer certains textes officiels du Parti dont la formulation les heurte (1).

LES OBJECTIFS DU 12^e CONGRÈS N'ONT PAS ÉTÉ ATTEINTS

Les objectifs fixés par le XII^e Congrès, comme nous l'avons dit dans le dernier numéro de La Vérité des Travailleurs, n'ont pas été atteints : dénonciation du pacte atlantique dont la C.E.D. est la conséquence, fin de la guerre d'Indochine, revalorisation du pouvoir d'achat de la population laborieuse. Pour toute justification on peut lire dans les thèses « si les capitalistes américains n'ont pas obtenu de la France tous les résultats escomptés, la cause principale en est la résistance des masses populaires de notre pays, le début d'une levée des forces profondes de la nation

AVANT LE 13^e CONGRÈS DU P.C.F.

CE QUE REVELENT LES THESES présentées par la Direction

auxquels a contribué la juste politique fixée par le XII^e Congrès » (Thèse 5). Mais une opposition qui n'aboutit pas à un changement de politique n'est pas efficace. Dans une situation où la classe ouvrière veut se battre et où cette combativité augmente en particulier depuis 1953, où des couches importantes de la petite bourgeoisie se rapprochent de la classe ouvrière, où la décomposition de la bourgeoisie s'accroît et où elle se divise sur des points aussi importants que la guerre d'Indochine ou la C.E.D., le pouvoir de lutte anti-ouvrière de cette dernière s'est de beaucoup amoindri. Dans une telle situation, le Parti communiste français, ayant derrière lui des millions de travailleurs, n'arrive pas à mobiliser la classe ouvrière comme son influence réelle devrait le lui permettre.

Nous verrons plus loin qu'en réalité le Parti communiste français n'a pas donné les moyens à la classe ouvrière pour atteindre les objectifs fixés par lui-même.

IL FAUDRAIT UN AUTRE TEXTE

Le Comité central appelle les militants à « ...présenter éventuellement des propositions et des amendements dans la réunions de cellule, les conférences de section et les conférences fédérales préparant le Congrès ». Dans le régime intérieur actuel du Parti communiste français la notion même d'un contre-texte défendant une ligne politique différente de celle du projet officiel n'est même pas envisagée. Quant aux amendements possibles, qui jugera de leur vali-

dité ? Comment le Congrès sera-t-il à même d'en discuter ?

Si le régime intérieur du P.C.F. était vraiment celui du centralisme démocratique, dans les assemblées de cellule, dans les conférences de sections, les conférences fédérales, au Congrès, un vote pour ou contre le texte du Comité central devrait pouvoir intervenir et il devrait être possible d'opposer un contre-texte au projet du Comité central dont la ligne générale est fautive.

LE PROJET DE THESE NE REpond PAS A LA QUESTION ESSENTIELLE

A juste titre Maurice Thorez a dit à Issy-les-Moulineaux, en juin 1952 que ce que les masses désiraient c'était un changement de politique. Leurs mouvements de protestation, leurs luttes le montrent. Cela implique le renversement du gouvernement et son remplacement par un autre gouvernement. E. Fajon parle d'un gouvernement à participation communiste, André Stil de la possibilité d'un gouvernement des travailleurs, Jacques Duclos, à Drancy, lance le mot d'ordre de soutien à un gouvernement (c'est-à-dire sans participation). Ce mot d'ordre était accompagné d'un programme. On trouve, disséminés dans les projets de thèse, des éléments de programme : on lit dans la thèse 14, titre C : « le parti intensifiera son action et celle des masses pour la défense du pain... ». Thèse 13 « ...il faut appeler à une lutte encore plus active pour l'arrêt immédiat

des hostilités en Indochine », etc., « ...il importe de renforcer résolument le soutien de la classe ouvrière et des démocrates de France pour les peuples du Maroc... etc... ». La fin de la thèse 15 contient un programme de défense des libertés. Mais aucun de ces points n'est lié à un objectif gouvernemental ; l'ensemble de ces points n'est pas considéré comme le programme d'un gouvernement éventuel. Nous allons citer le seul passage des thèses relatif à la question décisive du gouvernement « il faut donc obtenir que la France ait un gouvernement pratiquant une politique extérieure, qui au lieu de s'appuyer sur les militaristes et revanchards de Bonn, tienne compte des forces démocratiques et pacifiques d'Allemagne, dont la meilleure part est représentée par la République démocratique allemande ».

C'est un gouvernement dont on ne nous dit pas quelle sera la politique intérieure et dont on n'envisage pas quelle pourra être la composition. Comment un gouvernement peut-il n'avoir pour tout programme un programme de politique extérieure et encore seulement sur la question allemande, et si imprécis !

Comment le P.C.F. parlant du problème gouvernemental peut-il ne rien dire dans son projet de thèses, sur ce que devrait être la politique d'un gouvernement défendant les intérêts des masses travailleuses en ce qui concerne les peuples colonisés par l'impérialisme français, et cela au moment où la victoire du peuple vietnamien à Dien-Bien-Phu, vient ébranler encore plus l'en-

mi de classe en France et ne va pas manquer d'amener un regain de la lutte des peuples coloniaux pour leur émancipation. Mais ces projets de thèses ne pèchent pas que par omission.

LA GUERRE QUI SE PREPARE

Les thèses ne citent pas explicitement contre qui la politique agressive de l'impérialisme américain en particulier est dirigée. Par contre, on parle de « l'inévitabilité des guerres entre les pays capitalistes eux-mêmes... » Qui peut croire que l'éventualité la plus probable sera une guerre entre deux ou plusieurs pays capitalistes ; entre les Etats-Unis d'Amérique et la Grande-Bretagne par exemple, ou entre la France et l'Allemagne. Si les contradictions entre impérialistes existent, elles ne peuvent aboutir à notre époque en tout état de cause à la guerre interimpérialiste.

Contre qui sont dirigés le pacte atlantique et la C.E.D. ? Et les combats en Indochine peuvent être considérés comme le prélude de quelle guerre ? Les déclarations de Foster Dulles, les projets de pacte du Pacifique dans lequel entreraient entre autres les U.S.A., la Grande-Bretagne et la France ? C'est pour porter la guerre contre qui ? Nous répondrons puisque le texte du Parti communiste français ne désigne pas nommément l'objet contre qui tous ces préparatifs de guerre sont dirigés. Contre l'U.R.S.S., la Chine populaire, les démocraties populaires et en général les mouvements de libération dans les colonies et contre le mouvement ouvrier international. Ne pas alerter l'opinion publique sur la nature de la guerre que prépare l'impérialisme, laisser penser aux masses qu'en ce moment nous vivons dans une période de détente internationale, c'est entretenir de dangereuses illusions dans les masses qui contribueront à les démobiliser alors que la mobilisation prolétarienne contre les forces impérialistes s'impose plus que jamais.

La solution à la crise : Un gouvernement de Front unique du P.C.F. et du P.S.

— Suppression des indemnités et des rentes versées par les entreprises nationalisées actuelles aux gros capitalistes. (Une partie du travail des mineurs sert à payer les indemnités versées aux anciens propriétaires dont beaucoup sont devenus des directeurs et des administrateurs généraux.)

— Contrôle ouvrier de la production, accroissement des salaires et du niveau de vie (logements) grâce à la suppression des profits capitalistes.

— Cessation de la guerre d'Indochine ; la liberté à tous les peuples asservis par l'impérialisme français.

— Rejet du pacte atlantique et de la C.E.D. ; lutte pour les Etats-Unis socialistes soviétiques d'Europe (point sur lequel nous reviendrons plus loin).

Seul un tel programme peut résoudre les problèmes posés par le mouvement des masses. Cependant, le Comité central du Parti communiste français ne le met pas en avant. Tantôt il se déclare prêt à soutenir, répondant à M. Gaston Maurice, un gouvernement qui ne pourrait apporter d'amélioration sensible, tantôt il est question de participation. D'ailleurs, que représente Gaston Maurice dans la bourgeoisie : vraiment pas grand chose. Le journal auquel il collabore, Le Jacobin est vraiment le journal d'une toute petite minorité. Ce qui est le plus probable c'est que les invitations du P.C.F. à une partie de la bourgeoisie resteront sans réponse.

Le Parti communiste français doit faire appel à l'union pour que le programme que

nous avons exposé puisse être réalisé. Bien sûr, les conditions ne sont pas requises pour qu'il puisse seul prendre le pouvoir. Si la ligne défendue par Jacques Duclos est opportuniste en ce sens qu'elle tend à mettre le parti au service d'une fraction de la bourgeoisie (ce dont Auguste Lecœur est accusé) il est vrai que la résolution prise par le Comité fédéral du Nord, à Lille, le 12 décembre 1953, est sectaire, irréalisable dans les conditions actuelles — bien que cette résolution du Comité fédéral ait le mérite de dire qu'il faut mener la lutte contre la bourgeoisie.

AVEC QUI COMBATTRE

Le P.C.F. et la C.G.T. ne peuvent aller seuls au combat ; et le programme que nous avons proposé tout à l'heure, aucun parti bourgeois ne peut le prendre à son compte. Seule la classe ouvrière et la population laborieuse peuvent prendre à leur compte ce programme. Par conséquent seules les organisations ouvrières, seuls les partis ouvriers, c'est-à-dire, le P.C.F. et le P.S. peuvent le réaliser en s'unissant pour former un gouvernement.

L'union avec tous les bons Français quels qu'ils soient est inefficace et dangereuse. Inefficace car les bons Français, Juin, De Gaulle, députés de l'U.R.S. et de l'U.R. A.S. en particulier, recherchent une solution de rechange à la C.E.D. sous sa forme actuelle dont l'objectif est exactement le même que celui de la C.E.D., le déclenche-

ment de la troisième guerre mondiale contre l'U.R.S.S. Dangereuse parce que Daladier, Juin, le R.P.F. et autres sont les ennemis immédiats de la classe ouvrière. Leur objectif est la formation d'un gouvernement qui préparerait la troisième guerre mondiale au mieux des intérêts de la bourgeoisie française et non plus au mieux de la bourgeoisie allemande comme cela résulterait de la ratification de la C.E.D. sous sa forme actuelle. Ce gouvernement essaierait de prendre des mesures anti-ouvrières comme la mise en tutelle des syndicats, l'arrestation des dirigeants du P.C.F. et la dissolution du parti. On ne peut s'accorder avec ceux qui dans l'immédiat veulent vous jeter en prison. Entre les bons Français du genre de Juin ou du R.P.F. il ne s'agit pas de « divergences » qui peuvent surgir dans un avenir plus ou moins lointain, mais il s'agit de l'avenir immédiat. Et peut-on s'entendre avec ceux qui, contraints d'évacuer l'Indochine se rabattraient sur l'Afrique du Nord pour exploiter encore plus les Marocains, les Tunisiens et les Algériens ?

La direction du P.C.F. n'a pas manqué cependant de faire imprimer la phrase suivante : « il était inévitable dans ces conditions que d'autres hommes politiques en viennent à des positions proches des nôtres et se prononcent avec nous pour un changement de politique ». On vient de voir, pour certains quelles sont ces positions proches et de quel changement politique il s'agit.

Ce que devrait être une véritable politique de Front unique

« Tout ce que vous racontez sur le gouvernement de front unique du Parti communiste français et du Parti socialiste S.F. I.O. serait souhaitable. Mais les dirigeants socialistes ne veulent pas entendre parler d'unité d'action ». L'attitude antinunitaire des dirigeants socialistes plus occupés à retrouver une majorité de troisième force et à attendre les élections de 1956 que de l'unité de la classe ouvrière est évidente et doit être dénoncée. Cependant l'attitude des dirigeants du P.C.F. en ce qui concerne le front unique, fait le jeu de la direction antinunitaire du P.S.

Il est vrai que depuis la fin de l'année 1951, le Comité central du P.C.F. a insisté sur la nécessité de parler fraternellement aux travailleurs socialistes, que des contacts en vue de rechercher l'unité d'action entre les organisations de base (cellules, sections) ont eu lieu. Depuis plusieurs semaines l'Humanité, quotidiennement, informe ses lecteurs des progrès de l'unité d'action entre les socialistes et les communistes surtout en province. Dans les thèses 17 et 18 du titre D il est question de l'unité entre les communistes et les socialistes mais en s'adressant à chaque adhérent individuellement ou aux organisations de base seulement. Mais si les militants du P.S. sont encore à ce parti, c'est d'une part, qu'ils ont encore en ses dirigeants une certaine confiance et que par contre ils ont à l'égard du P.C.F. une grande méfiance. Or, en fait le Comité central du P.C.F. ignore le Parti socialiste S.F.I.O. en tant que parti à l'intérieur duquel les militants sont disciplinés.

Que serait une véritable politique de front unique ?

Il faudrait faire des propositions Jo haut en bas et de bas en haut au P.S., pour mener en commun la lutte contre la guerre d'Indochine, pour les revendications, contre la C.E.D., pour la défense des libertés, sans renoncer pour autant à la critique du parti socialiste et de ses dirigeants. Il est vrai que les dirigeants socialistes se refuseront à l'action commune aussi longtemps que la pression de la base ne sera pas suffisamment forte. Mais des propositions à tous les échelons du Parti socialiste convaincraient les militants de la volonté unitaire du P.C.F., et renforceraient à la base le courant pour l'unité avec les communistes français. Les dirigeants socialistes seraient obligés de tenir compte de ce courant en développement. Les militants

du P.C.F. ont l'expérience que la discussion avec les socialistes de l'entreprise ou de la localité est grandement facilitée par l'existence d'un texte de propositions faites aux échelons supérieurs du parti socialiste S.F. I.O. Qui se félicite par conséquent de l'absence de propositions à tous les échelons de la part du P.C.F. ? Les dirigeants S.F.I.O. eux-mêmes. Alors que tout un peuple à Dien-Bien-Phu luttait pour sa liberté, le Bureau politique du P.C.F. est gravement coupable de ne s'être pas adressé au Comité directeur socialiste pour l'unité d'action pour la fin de la guerre d'Indochine. Quelle aide ces propositions auraient été pour les militants communistes auprès de leurs camarades socialistes. Toute proposition qui permet l'unité d'action sur un point particulier ouvre la voie vers le gouvernement P.C.F.-P.S.

On entend dire parfois que si les communistes français et les socialistes peuvent se mettre d'accord pour faire aboutir les revendications ou pour mener ensemble la lutte contre la guerre d'Indochine, leurs positions différentes sur la C.E.D. et sur d'autres points de politique extérieure. D'abord nous voudrions dire qu'il y a dans le Parti socialiste S.F.I.O. une opposition très forte à la C.E.D. ; que l'on peut dire que la grosse majorité des adhérents sont contre la C.E.D. A cela il faut ajouter que cinquante-neuf parlementaires ont rédigé une brochure contre la C.E.D. Dans ce cas aussi des propositions de la direction communiste au parti socialiste renforceraient l'opposition des cinquante-neuf parlementaires. Il faudrait que ces propositions mettent en évidence les raisons de classe d'opposition à la C.E.D. et non pas les raisons nationales voire nationalistes.

Il est possible au P.C.F. et au P.S. de s'entendre sur une plateforme minimum de politique extérieure :

Dénonciation du pacte atlantique, rejet de la C.E.D., pas de participation à un pacte militaire. Un gouvernement de front unique ferait des propositions pour une politique de paix à tous les pays, indépendamment de leur régime politique. Il assurerait des échanges commerciaux avec tous les pays. Il préconiserait notamment, pour empêcher l'Europe de sombrer avec le capitalisme, une organisation de l'Europe, non la « petite Europe » au service du capital américain, mais de l'ensemble de l'Europe, qui ne pourra s'unir vraiment en Etats-Unis socialistes d'Europe que par une asso-

ciation libre des peuples d'Europe ayant porté au pouvoir dans les différents pays des gouvernements ouvriers ou ouvriers et paysans.

Quel enthousiasme soulèverait dans la classe ouvrière une propagande systématique pour le front unique du P.C.F. et du P.S. avec un objectif gouvernemental ! La combativité de la classe ouvrière est grande, mais si, aux élections, elle reste fidèle au P.C.F. elle ne se lance pas si facilement dans l'action. Le 28 avril dernier, les objectifs fixés par la C.G.T. n'ont pas été atteints, surtout dans les grosses entreprises de la métallurgie parisienne. Les réticences de la classe ouvrière proviennent de ce que les partis ouvriers ne donnent pas de perspectives claires à la lutte. Le Parti communiste français qui a de loin la plus grande influence sur la classe ouvrière n'explique pas ce qu'il faut faire, pourquoi, en deux mots, il faut lutter pour que les victoires soient durables. Et la classe ouvrière ne veut se lancer dans l'action qu'avec la certitude que sa victoire ne sera pas éphémère. On avait annoncé aux grévistes des années 1947, 1948, 1951 que leurs luttes étaient le début de la grève générale dont ils attendaient l'organisation par la C.G.T. La direction de la C.G.T. ne répondit pas à leur attente. La classe ouvrière est devenue méfiante, à plus forte raison encore envers les directions F.O. et C.F.T.C. Cette méfiance disparaîtrait si la C.G.T. était sûr que les directions voulaient vraiment engager de grandes luttes contre le pouvoir bourgeois. Il attend cela en particulier du P.C.F. et de la C.G.T. C'est le mot d'ordre : gouvernement de front unique du P.C.F. et du P.S. qui répondrait à leurs préoccupations.

(1) « ...On nous accuse, a déclaré Tillon, d'avoir voulu prendre le pouvoir, mais si nous avions voulu, nous l'aurions pris en 1944. Nous ne l'avons pas fait pour rester fidèles aux engagements pris envers nos « Alliés ». »

(2) « Est-ce pas hasard si dans ce même bulletin (celui de la fédération de Sane-et-Loire), on cite la déclaration de Maurice Thorez au XII^e Congrès : « Le Parti ne serait pas en mesure d'accomplir ses tâches les plus urgentes et les plus impérieuses — et avant tout de mener la bataille pour la paix et l'indépendance nationale — s'il ne groupait dans ses cellules d'entreprises, les travailleurs les plus conscients et les plus actifs ». Mais en l'ampuntant des mots suivants : « ...et avant tout de mener la bataille pour la paix et l'indépendance nationale. » (M. Servin, Humanité, du 16-4-54).

Le Comité Exécutif de la IV^e Internationale place les scissionnistes devant leurs responsabilités

Voici bientôt un an le Comité Exécutif de la IV^e Internationale décida la convocation du 4^e Congrès Mondial du mouvement trotskyste. Il chargea le Secrétariat International de préparer des documents devant servir de base à cette discussion. Dès juillet 1953 ces documents parvenaient aux membres du Comité Exécutif et en septembre étaient adressés à tous les trotskystes. Ils étaient publiés en français dans la revue « Quatrième Internationale » (1) et ont été traduits dans de nombreuses langues.

Comme nos lecteurs le savent, la procédure normale de discussion n'a pas été suivie du fait que la direction du S.W.P., sans avoir tenté préalablement de défendre un point de vue, a publiquement appelé à la scission au nom d'un soi-disant « trotskysme orthodoxe ». Nous avons, dans plusieurs numéros de notre journal, fait connaître la réponse de la majorité des sections à cette opération scissionniste et caractérisé politiquement celle-ci.

La discussion ne tardera pas à s'achever et il n'est pas inutile de montrer le visage politique de ce « trotskysme » orthodoxe », en face de la ligne suivie par la majorité de notre mouvement.

Le seul document officiel des « trotskystes orthodoxes » ne contient guère d'analyse de la situation actuelle. A des généralités sur le capitalisme et le socialisme il se borne à ajouter une définition du stalinisme comme « agence petite bourgeoisie de l'impérialisme dans les rangs ouvriers ». Les idées de nos « orthodoxes » se trouvent disséminées dans des articles signés par des individus.

Dans quel sens s'orientent-ils sur les principales questions ?

Au point de vue de la situation internationale, ils mettent en question deux conceptions que l'Internationale a fermement défendues depuis bientôt trois ans. Nous disons que, depuis la victoire de Mao Tsé Tung sur la bourgeoisie chinoise, le rapport des forces entre la révolution et la contre-révolution à l'échelle mondiale s'est déplacé en faveur de la révolution. Nous ajoutons que ce rapport tend à se déplacer davantage au profit des masses, et par conséquent qu'il n'y a pas de base pour un large compromis stable entre le capitalisme et la bureaucratie, et que l'impérialisme n'a d'autre issue que la guerre mondiale.

Sur ces questions, les « orthodoxes » minimisent l'importance des victoires des masses et de la révolution coloniale. Ils voient la situation comme avant 1939 et par suite la bureaucratie du Kremlin et l'impérialisme s'entendent aux dépens des masses. Un de leurs articles à la veille de Berlin s'intitulait « Pourquoi Dulles et Molotov s'entendent à Berlin ». Ils voient l'impérialisme, devant la menace d'une crise économique, prêt à s'entendre avec la bureaucratie. Tous les événements depuis des mois démentent une telle perspective. Certes Moscou voudrait bien trouver une base de compromis, mais le désir ne suffit pas. Washington, tout en hésitant devant Penjeu, avance inexorablement vers la guerre mondiale comme le combat désespéré, suprême du capitalisme pour conserver sa domination.

Les soi-disant « orthodoxes » mènent grand bruit sur la « capitulation » de la direction de l'Internationale devant le stalinisme. Nous disons que la poussée révolutionnaire des masses aura des conséquences sur le Kremlin, les directions des partis communistes de masse, la base de ces partis. Nous disons que les militants ne rompent pas pendant toute une période avec leur parti et qu'ils chercheront à influencer d'abord la politique de celui-ci. Nous avons dit que les directions stalinienne manœuvreraient pour ne pas perdre le contact avec leur base, et que la guerre les mettrait en conflit avec l'Etat bourgeois. Tout cela ne changeant pas leur nature bureaucratique, mais celle-ci se manifestant dans des conditions différentes du passé. C'est en cela que consiste notre « capitulation » pour ceux qui voient l'effondrement rapide du P.C. et un non moins rapide regroupement de masse autour d'eux, s'affublant d'une qualité de direction que les ouvriers ne leur reconnaissent pas.

Ce n'est pas seulement envers les

mouvements de masse dirigés par les stalinien, mais envers tous les mouvements de masse à direction bureaucratique ou bourgeoise ou petite bourgeoisie, que les « orthodoxes » en pratique montrent de l'incompréhension, plus particulièrement chacun pour le cas de son pays. Dans la direction du S.W.P., Cannon voit le mouvement ouvrier des Etats-Unis s'orientant directement vers le S.W.P., sans passer par la formation d'un Labor Party basé sur les syndicats.

A ces erreurs d'analyse ou de perspective, qui pourraient normalement se discuter, les « orthodoxes » ont ajouté une opposition à la conception éminemment trotskyste de l'Internationale comme parti mondial centralisé. Le Comité Exécutif International, désireux de faire le maximum pour assurer l'unité du mouvement trotskyste, dans le respect des statuts de l'Internationale, a adressé à tous ceux qui étaient membres de notre mouvement au 3^e Congrès mondial une lettre d'où nous extrayons les passages suivants :

« Nous étions et nous sommes toujours pour l'unité du mouvement, indépendamment de telle ou telle divergence politique, dans le cadre organisationnel de l'Internationale et de son régime de centralisme démocratique en tant que Parti mondial centralisé, défini tant par ses statuts de fondation que par les statuts votés unanimement au 2^e Congrès Mondial, et consacré par toute son existence depuis lors.

« Nous avons déclaré dès les premiers actes scissionnistes que, dans la discussion préparatoire au 4^e C.M. aussi bien qu'au Congrès lui-même, peuvent participer et s'exprimer librement toutes les tendances politiques respectant le cadre organisationnel de l'Internationale.

« Le Congrès Mondial, assemblée représentative de notre mouvement international, est le seul organisme à pouvoir résoudre à la majorité les différends politiques et les questions relatives au fonctionnement et à la direction de l'Internationale.

« Soumettez à ce Congrès vos différends éventuels dans tous ces domaines !

« Vous n'avez plus confiance dans la direction actuelle de l'Internationale ? Faites des propositions concrètes sur la manière dont vous envisagez votre participation à ce Congrès ; indiquez les conditions de fonctionnement et de direction futures de l'Internationale qui, dans le cas où elles seraient adoptées ou largement satisfaites par le Congrès, permettraient à votre avis le rétablissement de l'unité de l'Internationale. Soumettez ces propositions à une commission du C.E.I. qui fonctionnerait avant le commencement des travaux du Congrès.

« Seule une expérience plus prolongée au sein de l'Internationale pourrait prouver l'incompatibilité de telle ou telle des tendances qui se sont manifestées dans la lutte actuelle avec le programme et les principes de l'Internationale.

« Si le but de votre lutte n'est pas d'entériner la rupture coûte que coûte avec la très grande majorité du mouvement trotskyste qui n'a pas accepté d'emblée votre direction de fraction et ses idées politiques, mais qui désire discuter et décider dans le cadre organisationnel de l'Internationale en tant que Parti mondial centralisé, vous devez agir en sorte pour que vos organisations contactent cette commission et discutent avec elles des propositions constructives pour la réunification de notre mouvement international, la tenue du Congrès, la représentation proportionnelle de chaque tendance aussi bien au Congrès que dans la nouvelle direction que celui-ci élira, etc.

« CONTACTEZ LA COMMISSION, PRESENTEZ-LUI DES PROPOSITIONS CONCRETES, PARTICIPEZ EFFECTIVEMENT AU CONGRES MONDIAL ! »

Chaque trotskyste se trouve placé devant ses responsabilités au sujet de l'unité du mouvement. Les courants qui mettront des intérêts de fraction au-dessus des intérêts fondamentaux du mouvement suivront inévitablement à l'avenir un chemin qui les éloignera de plus en plus du trotskysme.

Pierre FRANK.

(1) Numéros de novembre 1952 et de janvier 1954.

La grève de Vorkouta

C'est avec grand retard qu'a été apprise la première action organisée du prolétariat soviétique depuis de longues années ; ce retard ne diminue en rien l'importance exceptionnelle de la nouvelle, bien au contraire ! Il s'agit de la grève de 100.000 mineurs du bassin charbonnier de Vorkouta, dans le nord-est de la Russie d'Europe, au delà du cercle polaire dans la R.S.S. des Komis. Ce bassin charbonnier est la principale base d'approvisionnement en combustible de l'industrie de Léninegrad.

La grande majorité des mineurs du bassin de Vorkouta sont des forçats des camps de travail qui forment dans cette région. Et c'est de ces forçats, ou mieux de leurs organisations politiques clandestines, qu'est partie l'initiative de cette grève. De ce fait, la grève de Vorkouta prend une importance particulière comme signe, non seulement d'un réveil de l'action revendicative du prolétariat soviétique mais encore de son action politique.

A partir de 1948, l'administration du Guépéou a opéré une séparation entre les éléments politiques et les éléments relevant du droit commun.

Une fois cette séparation établie et un certain relèvement du niveau de vie atteint — l'organe menchevik Sotsialisticheskii Vestnik (n° 2, 1954) indique que la ration quotidienne de pain s'établit actuellement à 800 gr. plus des soupes chaudes deux fois par jour ; de ce fait, personne ne souffre plus de la faim dans les camps — on a assisté à un vigoureux renouveau des anciens contacts politiques. D'anciens oppositionnels qui avaient été séparés les uns des autres depuis plus de dix ans se sont retrouvés. Des groupes de discussion ont été constitués. Des thèses ont été élaborées. Mais un véritable renouveau de la vie politique dans les camps s'est produit du fait de l'arrivée de membres de nouveaux groupes d'opposition, récemment arrêtés. Fin 1949 commencèrent à arriver dans le camp de Vorkouta des membres d'un groupe oppositionnel d'étudiants communistes, surtout des Universités de Léninegrad, Moscou et Kiev. Ce groupe s'appelait « L'Œuvre véritable de Lénine » ; ses idées qui ne sont rapportées que par des personnes peu au courant du léninisme, semblent s'inspirer de « L'Etat et la Révolution » : la dictature du prolétariat doit être exécutée directement par des conseils élus d'ouvriers et de paysans, sous le contrôle constant des masses travailleuses. Il semble que ce groupe ait été presque complètement anéanti par une vague d'arrestations en 1950 ; mais plus de 150 de ses membres se

retrouvant dans le camp de Vorkouta, y reprirent une activité militante. Nous avons reçu des informations selon lesquelles ils y ont pris contact et fusionné avec des survivants de l'organisation bolchevik-léniniste — fait d'autant plus étonnant que c'est effectivement du camp de Vorkouta qu'avait été signalée la dernière manifestation trotskyste connue (grève de la faim de 1938).

Dès 1951, l'idée d'une grève avait été soulevée par des militants communistes oppositionnels, qui avaient réussi à se trouver dans la direction de l'administration intérieure des camps. Ils collaborèrent dans ce but

Du prochain numéro de Quatrième Internationale, nous reproduisons des extraits d'une note éditoriale sur un événement de très grande importance, survenu dans un camp d'U.R.S.S., et qui nous a été confirmé de sources dignes de foi.

avec un groupe compact d'adhérents d'une secte religieuse du type des témoins de Jéhovah — secte appelée les « Vrais Croyants », adversaires de l'Eglise, de la violence et de l'Etat, qui refusent d'exécuter des travaux pour l'Etat et avaient obtenu d'être chargés uniquement des travaux intérieurs des camps au profit de leurs co-détenus. Une vaste organisation de comités de grève fut constituée. La chute de Béria précipita le déclenchement de l'action. Dans la nuit du 19 au 20 juillet, 8.000 forçats, mineurs du puits n° 1 de Vorkouta, cessèrent le travail. Rapidement, tous les 50 puits furent fermés.

La direction locale du Guépéou perdit complètement la tête. Les gardiens n'osèrent pas utiliser leurs armes, mais commencèrent par négocier avec les grévistes. Une commission de la direction centrale de Moscou arriva pour prendre en main ces négociations. Les grévistes avaient mis en avant des revendications demandant en fait la libération de tous les prisonniers politiques, qui s'engageaient à rester comme salariés libres pendant 5 ans dans la région minière de Vorkouta. Le Guépéou refusa de donner satisfaction, mais fit des concessions mineures : le salaire en cas de réalisation de la « norme » serait doublé ; les prisonniers politiques auraient le droit d'écrire deux lettres par mois et de recevoir une fois par an la visite de membres de leurs familles. Les grévistes n'acceptèrent

Angleterre : La lutte au sein du Labour Party

Voici bientôt trois ans, Bevan engageait une bataille au sein du Labour Party britannique contre la politique de droite de la direction. Bien qu'il eut pour lui la majorité de l'organisation politique, la vieille direction conserva son emprise sur le parti, grâce à la puissance de l'appareil syndical. Néanmoins la gauche bevaniste finissait par occuper une place plus importante dans la direction du mouvement ouvrier anglais.

A nouveau Bevan vient de prendre une position qui ouvre une nouvelle lutte au sein du L.P. Au départ, il s'agit de la politique extérieure, tant en Europe (sur la question du réarmement de l'Allemagne) que sur l'Asie (contre la politique interventionniste des Etats-Unis). Il n'y a pas de doute que les points de vue de Bevan sont encore extrêmement modérés, se situent dans le cadre du parlementarisme bourgeois, mais ce qui est déterminant, c'est que Bevan polarise les aspirations de la classe ouvrière anglaise, tant pour de meilleures conditions d'existence que contre la guerre préparée par l'impérialisme.

Cette fois-ci, il n'est pas exclu que Bevan trouve des appuis au sein même de l'appareil syndical. Quelques syndicats importants et le parti coopérateur se sont prononcés sur la question du réarmement de l'Allemagne dans le même sens que Bevan.

Il n'y a pas de doute qu'une partie de l'aile droite du L.P., qui est en coalition tacite avec les conservateurs, voudrait exclure Bevan et scinder le L.P. plutôt que d'en perdre la direction. Toutefois, elle se heurte, même dans les cadres parlementaires les plus influents à un courant conciliateur. Et probablement Attlee doit lui-même penser qu'aussi longtemps qu'il parviendra à rester au centre de la direction, il pourra contrôler Bevan et sa fraction dans une mesure très grande, et l'empêcher d'être trop sensible à la pression des masses.

Comme nous l'avons souvent écrit, l'évolution de la classe ouvrière anglaise — qui se reflète au sein du Labour Party qui en groupe l'écrasante majorité — est d'une importance essentielle pour le développement du mouvement ouvrier dans toute l'Europe, et particulièrement là où la social-démocratie constitue le parti dominant (Allemagne, Autriche, Belgique, etc.). La résistance des travailleurs anglais à la politique de guerre est aussi un important facteur. Il n'y a pas de doute qu'un des facteurs les plus importants dans la récente attitude de Churchill sur la question de l'Indochine, c'est la crainte de l'action des ouvriers anglais. Une victoire de Bevan dans le mouve-

ment ouvrier anglais aurait des répercussions en Angleterre et internationalement et serait d'une énorme importance. C'est ce qui explique l'hostilité que lui manifestent tous les clans bourgeois, y compris ceux qui passent généralement pour être de gauche, et c'est pourquoi tous les révolutionnaires souhaitent que, dans cette lutte, l'aile gauche — si modérée qu'elle soit encore — triomphe.

BELGIQUE

Les élections belges ont marqué un succès du Parti Socialiste Belge. Par suite les conservateurs ont été rejetés dans l'opposition tandis que le gouvernement se trouve entre les mains d'une coalition des socialistes avec les libéraux. Comme premier geste, le gouvernement a dû réduire le temps de service militaire. Mais les travailleurs belges qui ont depuis la fin de la guerre mené de grandes luttes, qui se sont soulevés contre le retour du roi Léopold, ne seront pas apaisés par quelques mesures secondaires de la coalition socialiste et bourgeoise. Ils ne mesureront pas leur victoire au nombre de ministères de leur parti. La victoire électorale les stimulera pour des batailles d'un autre caractère, d'une autre ampleur, en vue de modifier profondément leur sort.

ARGENTINE

Les élections argentines ont donné un succès à Peron qui, une fois encore, a bénéficié des voix ouvrières. Quelques jours après ces élections, il y a eu plus de 300.000 grévistes pour obtenir de meilleures conventions collectives. Or, au cours de la campagne électorale, Peron, loin de se livrer à de la démagogie sur la question des salaires, avait pris position pour une productivité accrue. Comment expliquer le résultat électoral ?

Peron représente les intérêts de la bourgeoisie industrielle indigène. Celle-ci pour se développer devait d'abord se faire sa place aux dépens du capitalisme étranger et des propriétaires fonciers. Mais avec quelles forces mesurer le combat ? L'art de Peron a consisté à mobiliser les masses ouvrières nouvellement venues des campagnes (le prolétariat argentin est passé en quelques années de 0,5 à 2 millions) contre l'impérialisme et l'oligarchie, en leur donnant le salaire social (assurances, congés...). Ce que les travailleurs des vieux pays capitalistes ont mis des années à obtenir, le jeune prolétariat argentin l'a reçu en quelques années. D'où la popularité acquise par Peron.

Les travailleurs argentins ne sont pas prêts à le lâcher pour les vieux partis bourgeois, d'où le résultat des élections. Pour le moment les travailleurs argentins n'ont pas un parti de masse à eux, mais ils ont leurs syndicats puissants. Tout en votant pour Peron, ils défendent leurs intérêts immédiats avec leurs syndicats par des moyens de classe. La bureaucratie syndicale est sous le contrôle de Peron, mais elle ne peut pas ne pas tenir compte de sa base.

C'est dans ces syndicats que se fait l'expérience ouvrière. C'est en eux que se développera la politisation des travailleurs, qu'ils commenceront à vouloir trouver une réponse politique à leurs revendications, et c'est de là que sortira le parti de masse de la classe ouvrière argentine.

LE NUMERO DE MAI DE IV^e INTERNATIONALE

paraîtra prochainement

AU SOMMAIRE

Lutter avec une confiance accrue
Notes éditoriales : les armes atomiques - Vorkouta - Italie - La conférence de Caracas

E. GERMAIN - La crise de l'agriculture soviétique

N. GERBEL - Juin 1953 à Berlin

M. PABLO - De nouveaux aspects de l'affaire Djilas

P. FRANK - Une biographie de L. Trotsky

TJOKRO - Montée révolutionnaire en Indonésie

I. FRIAS - La révolution guatémaltèque

G. PADMORE - Kenya, les faits

La conjoncture économique, les livres, les nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale

Le numéro 150 fr.

Commandes à :
64, rue Richelieu, Paris-2^e
C.C.P. 6965-68 PARIS

Le ministre de l'Intérieur a invoqué comme prétexte pour interdire le défilé du 1^{er} mai un tract de travailleurs vietnamiens dont le contenu était très modéré. Mais le ministre savait que les travailleurs parisiens ne demandaient qu'à manifester leur solidarité avec le peuple vietnamien.

Dans « l'Humanité », Hénaff a ajouté sa saleté à celle du ministre : « Un tract signé par de prétendus travailleurs vietnamiens. Ce tract est en vérité fabriqué par des gens qui ne sont pas inconnus du ministre de l'Intérieur. » (30 avril).

Les travailleurs vietnamiens se souviendront de ces propos.

Permanence de LA VERITE DES TRAVAILLEURS

64, rue de Richelieu — Paris-2^e
(Bureau 30)
(Ric. 03-52 et la suite). Métro : Bourse

Permanence : Semaine, de 17 à 19 h.
le samedi, toute l'après-midi.

Abonnement pour la France, de un an : 200 francs.

Envoi sous pli fermé : 400 francs.
C.C.P. 6965-68 Paris

Une classe ouvrière qui aspire au combat Une direction sans perspectives

Avant 53, avait ouvert une nouvelle situation dans la classe ouvrière française, situation que nous avons qualifiée de début d'offensive ouvrière dans une période pré-révolutionnaire. Sans mot d'ordre des directions syndicales, sans front unique préalable, dans un secteur limité, dans la plus mauvaise période de l'année, la volonté de riposte des travailleurs avait éclaté violemment.

La volonté de combat, de défensive qu'elle était, passe à l'offensive pour les salaires et trouve une répercussion à la Commission supérieure des conventions collectives, où les représentants de toutes les organisations syndicales demandent le relèvement du salaire minimum à 25.166 francs.

La 28 avril devait ouvrir la perspective de luttes plus amples et décisives. Elle devait normalement amener à la continuation de la lutte à un niveau supérieur.

Or, après cette journée, que propose comme prochaine étape le Bureau de la C.G.T. ?

« Le Bureau confédéral a examiné les suites à donner à cette journée de grève et d'action et propose d'examiner avec les différentes organisations, fédérations et unions départementales, l'action à mener pour continuer la lutte pour les revendications. »

C'est-à-dire, au lieu d'aller plus loin, au lieu d'envisager un niveau supérieur de la lutte, une mobilisation plus générale, il ramène celle-ci à un niveau inférieur, et envisage de continuer le combat chacun pour soi, dans sa fédération, dans son entreprise.

Penser que si on n'a pu forcer le gouvernement sur les 25.000 en faisant la grève générale aujourd'hui on va pouvoir le faire céder en recommençant à se battre individuellement, est une hérésie.

Et les militants communistes n'attendaient pas ça, qui avaient salué la grève générale parce qu'elle était « générale et interprofessionnelle » et ouvrait des perspectives de combats d'envergure.

Alors que s'est-il passé ?

La classe ouvrière veut se battre, elle l'a montré le 28 avril, malgré le peu de chaleur avec laquelle la direction l'a entraînée.

Nous avons par ailleurs analysé les points faibles de la journée du 28, en particulier l'absence de Front Unique et le rôle de sabotage joué par F.O., mais cela n'explique pas tout.

La vérité est que la classe ouvrière veut aujourd'hui se battre pour quelque chose de décisif ; qu'elle sait que si l'on ne touche pas au régime, on n'obtiendra rien de celui-ci.

Or, existait-il des perspectives de cet ordre ?

Les mots d'ordre limités nécessaires aux propositions de front unique imposaient-ils le silence sur ce point à la direction de la C.G.T. ? Et au Parti communiste qui ne s'est pas différencié de la C.G.T. à ce point de vue ? Son rôle en tant que parti a été inexistant. Y a-t-il eu des propositions de front unique de la part de ce dernier au Parti socialiste ? A-t-il ouvert des perspectives de combats décisifs à une étape ultérieure ?

RIEN DE TOUT CELA.

Est-ce un hasard si les couches les plus politisées de la classe ouvrière ont, par leurs réticences, donné un avertissement aux directions ? Pour cette partie d'avant-garde de la classe ouvrière, en l'absence de perspectives, il s'agissait, en fait, d'une démonstration dont elle ne voyait pas le prolongement. Et malgré cela, la journée a été la manifestation de la force de la classe ouvrière, de ses possibilités immenses.

Aujourd'hui celle-ci se retrouve, absolument pas affaiblie.

La situation est toute autre qu'en 1952.

La répression et les sanctions n'existent pas, et là où la bourgeoisie en a des velléités, la réaction est immédiate et violente.

Partout les luttes revendicatives se poursuivent et naissent même dans certains secteurs, sur des objectifs limités, immédiats, avec une combativité accrue. « Le Matériel Agricole » à Vierzon, les travailleurs de l'Habillage à Armentières (Nord), les tissages Haffner à Bussang (Vosges), Aératur, Chausson (Gennevilliers) Berliet à Lyon... La classe ouvrière attend quelque chose, mais elle veut autre chose qu'un « avertissement », elle ne recommencera pas une répétition du 29 janvier et du 28 avril.

Ce qu'attendent les travailleurs, c'est le renversement du régime pourri, son remplacement par un gouvernement communiste-socialiste. Si le parti communiste fait des propositions de front unique dans ce sens à la direction du parti socialiste, si la C.G.T. propose un programme d'action commun aux autres centrales syndicales, notamment F.O., et entame réellement une véritable campagne systématique de front unique et non pas seulement quelques propositions isolées, la lutte atteindra les niveaux les plus élevés.

Sans cela la classe ouvrière se lèvera quand même, mais il vaudrait mieux que ce soit « avec cela » pour atteindre les objectifs, au lieu que le mouvement tourne court comme en août 1953.

P. VINCENT.

1^{er} MAI SANS COMBAT

Ce fut un triste 1^{er} Mai, que ce 1^{er} Mai de la Clairière de Reuilly. Après l'interdiction de Martinaud-Deplat, après la plate acceptation des dirigeants de la C.G.T. et leur protestation de pure forme, les manifestants qui se sont retrouvés dans la clairière que le ministre de l'Intérieur leur avait assignée comme lieu de réunion n'avaient évidemment ni le nombre, ni l'enthousiasme qui ont marqué en particulier le défilé de 1953. Les discours prononcés par les orateurs, assez peu écoutés dans l'ensemble, n'étaient pas faits pour réchauffer l'assistance. Fait symptomatique, à l'heure où la lutte du peuple vietnamien pour son indépendance éveille un écho profond chez les travailleurs français, ce fut le discours du représentant du M.T.L.D. qui seul souleva l'enthousiasme et l'intérêt des travailleurs présents par son appel à la solidarité effective des travailleurs de France et des pays coloniaux.

LE 28 AVRIL

(SUITE DE LA 1^{re} PAGE)

jours qui la précéderent et donnèrent même des directives restrictives dans les P.T.T. et chez les fonctionnaires, remplaçant la grève de 24 heures par des débrayages limités. C'est pour cela qu'ils acceptèrent passivement l'interdiction de la manifestation du 1^{er} mai dont le ministre de l'Intérieur comprenait qu'elle serait une explosion de soutien au peuple vietnamien. Et cette acceptation n'était pas faite pour amoindrir la sensation de décalage entre la grève et les besoins de la lutte contre la guerre.

Comment créer l'enthousiasme parmi les travailleurs qui sentent la nécessité de combattre de toutes leurs forces un gouvernement de misère complotant l'extension de la guerre, alors qu'on détache complètement la grève revendicative, limitée, de ces problèmes brûlants.

Non, ce n'était pas la volonté de combattre qui manquait et qui manque dans la base ouvrière. C'est une politique correspondant à ses aspirations et à la situation pré-révolutionnaire qui manque dans les sommets dirigeants des organisations. C'est cela que sentent les militants de la C.G.T. et du P.C.F. C'est cela qui les inquiète et qu'ils expriment par leur manque d'enthousiasme à la manifestation du 1^{er} Mai à Paris.

La disproportion entre le soutien électoral donné au P.C.F. par la grande majorité des travailleurs et l'inefficacité de la politique de celui-ci à les mobiliser dans l'action, voilà ce qu'exprime en particulier la grève du 28 avril. Elle n'est ni un échec, ni une source de démoralisation pour

LE 28 AVRIL dans les P.T.T.

Dès 20 heures, le 27 avril, les bureaux-gares de province, Nantes-Gare en tête, pour le pourcentage, déclenchent le mouvement.

Minuit : les bureaux-gares parisiens dans leur ensemble suivent à participation de 70 à 80 % des agents et 90 à 100 % du transbordement.

Pas de voitures postales : tous les chauffeurs sont dans le coup.

L'énorme bureau de Paris, la recette principale entre dans le mouvement. Dès lors le mouvement s'étend.

Si la grève n'est pas totale, il y a des grévistes partout.

— 17^h, 80 % ;

— 13^h, Laffèvre (autonome) et la C.G.T. entraînent la totalité du bureau ;

— 14^h, aucune distribution ;

19^h 20^h, 70 à 80 %.

Agents des lignes, femmes de l'Inter, des chèques postaux, agents de tous grades et surtout les jeunes agents d'exploitation des bureaux-gares.

Meeting le matin à la « Grande aux Belles », 20.000 postiers, atmosphère très combattive. Participation très large : à côté des militants C.G.T. et des militants autonomes, beaucoup d'inorganisés, sympathisants actifs à la C.G.T. Président successivement Frischmann, Abbadi (C.G.T.) et Laffèvre (aut.), mais en son nom personnel, pour bien se délimiter de sa direction.

Abbadi revient sur l'expérience des grèves passées, et signale le passage de la lutte, de défensive qu'elle était, à l'offensive.

Laffèvre assure le mouvement de tout son appui et regrette les attermolements de la direction autonome.

En bref, quels enseignements tirer de ce mouvement ?

La grève a été effective malgré l'ostracisme insultant de F.O. et l'attitude équivoque de la direction autonome et de la C.F.T.C. C'est la meilleure preuve de l'influence grandissante de la C.G.T.

Mais le manque de perspectives politiques n'a pas permis de donner à ce mouvement l'ampleur que les militants en attendaient.

Le Garant : M. MESTRE
Impr. St-Denis, 86, fg St-Denis

Que s'est-il produit le 28 avril chez RENAULT ?

Parce qu'usine d'avant-garde, Renault a toujours constitué un des points névralgiques de tous les mouvements de la classe ouvrière ; or le 28 avril cette usine n'a pas rempli cette fonction et c'est ce que la presse comme la radio de la bourgeoisie exprimaient avec satisfaction, ce jour-là.

Pourquoi, alors que la veille même les militants émettaient des pronostics très favorables tant l'ensemble des ouvriers était d'accord en soi avec l'augmentation des salaires, d'accord en soi pour engager la lutte nécessaires ? Il en est ainsi depuis plus d'un an, ce que les grèves d'août 53 ont illustré et LA COMBATTIVITE RESTE INTACTE.

Jusqu'à présent l'explication donnée par le syndicat C.G.T. à cette abstention ouvrière se concentre sur 3 points :

1^o La perte de 3, 4 ou 5.000 francs (salaire+prime) a fait reculer les ouvriers. Cette tactique a été très largement utilisée par la direction.

2^o Le trouble que F.O., S.I.R. et C.G.C. n'appellent pas à la grève ou la dénonçant comme « grève politique », ont amené chez les ouvriers.

3^o Préparation insuffisante due à l'organisation et à la décentralisation insuffisantes des sections syndicales.

Ces explications ont leur valeur mais elles ont ceci de commun, c'est qu'elles ne satisfont personne, à commencer par les militants C.G.T.

Tout ouvrier d'accord pour marquer le coup le 28 et nullement indifférent à une grève de 24 heures nationale et intercorporative, mais qui peut utiliser le métro ou le bus ce jour-là, hésite à sacrifier quelques milliers de francs lorsque ne lui apparaît que le côté « avertissement » de la grève, en un mot, lorsqu'il a le sentiment que la « répétition » a échoué et que cette « mobilisation » ne prépare pas le déclenchement d'une lutte plus large.

Chaque fois que les ouvriers ont engagé une lutte dans l'usine, lorsqu'ils avaient confiance en leur propre lutte et qu'ils avaient la clé de l'extension du mouvement, ils n'ont jamais marchandé leurs souffrances, ils n'ont jamais hésité à affronter les conséquences de leur bataille.

En 1947, pour « tenir le coup », des ouvriers commençaient à vendre leur mobilier. Sans remonter si loin, et depuis l'instauration du système de prime (fin 1950), ON NE COMPTE PLUS LES MOUVEMENTS DANS LES ATELIERS qui lorsqu'ils étaient suffisamment puissants ont contraint la direction à verser néanmoins la prime. C'est cette question des perspectives de la lutte qui pèse le plus dans cette usine la plus politique de France.

Tant de luttes, d'expériences, de grèves tournantes, perlées, d'avertissement, ont marqué les ouvriers de chez Renault et ont aiguisé leur compréhension politique.

Ainsi l'attitude de F.O., S.I.R., C.G.C. ne les trompe pas, ils connaissent leur importance réelle, et s'ils n'ont pas participé comme il convenait à la grève du 28, cela ne signifie nullement qu'ils avaient la politique de ces organisations syndicales. On l'a vu encore aux élections du 11 mai où la C.G.T. a conservé ses 70 % de voix.

Le 28 avril a encore éclairé l'importance, pour les luttes, de la réalisation de l'unité d'action et la volonté des ouvriers de voir la campagne pour le Front Unique de leurs organisations, plus particulièrement de la C.G.T., s'intensifier et devenir systématique, et ceci à tous les échelons, ainsi que la formation des Comités d'Unité d'Action.

La lutte pour l'unité d'action, pour le Front Unique n'est pas une lutte en soi. Le Front Unique doit inévitablement aborder le problème de l'épreuve de force avec la bourgeoisie.

Tous les ouvriers savent que dans la situation présente, une augmentation massive des salaires passe par la lutte contre le gouvernement. Tous les mouvements depuis un an et plus particulièrement depuis la grève d'avril 1953 au 77 chez Renault s'y sont heurtés. C'est à cela que les ouvriers veulent que leur direction de lutte réponde. C'est ce fossé que tous les militants d'avant-garde de l'usine doivent combler aujourd'hui.

Un mot pour finir. Aucun ouvrier n'a le sentiment d'avoir subi une défaite, ni les quelques milliers de grévistes, ni le reste de l'usine. La situation présente ne ressemble en rien non plus à ce qui a suivi le 12 février 1952 et le 4 juin 1952. Depuis avril 1953, le sentiment est né que le rapport de forces se développe en faveur de la classe ouvrière et le fait que la direction n'utilise pas la répression est à l'actif de la puissance ouvrière.

Correspondant ouvrier.

CITROEN

Nous avons relaté dans notre numéro de mars la grève des chauffeurs de chez Citroën. Pendant 15 jours, ils ont fait grève. Une grève partie au départ sans l'appui d'une quelconque organisation syndicale, et prise entre l'indifférence quasi générale du reste du mouvement ouvrier — et de ses responsables —, et les méthodes d'intimidation policière de la direction. Malgré cela, les chauffeurs de chez Citroën ont finalement arraché une augmentation de 10 francs de l'heure. Mieux, ils ont du même coup réveillé la conscience des travailleurs du reste de l'usine.

En effet pour la première fois depuis des années, Citroën a répondu au mot d'ordre de grève du 28 avril. Bien petitement encore, quatre cents grévistes à peine, mais plusieurs milliers d'ouvriers massés devant le poste n'ont pris le travail qu'à contre-cœur et avec trois quarts d'heure de retard sur l'horaire normal. Et toute la journée, l'agitation fut grande dans l'usine où comme par hasard la production est tombée ce jour-là à 87 voitures, au lieu des 225 sorties habituellement. Et pour la première fois aussi depuis des années, la direction n'a pris aucune sanction contre les grévistes ! Sans doute a-t-elle compris que tant va la cruche à l'eau, elle se casse et que ses ouvriers sont maintenant prêts à se battre. Ils n'attendent en core que des mots d'ordre justes pour faire que la plus grosse usine de la région parisienne arrête Renault soit à son tour dans la lutte.

Chausson-Gennevilliers : LA GREVE A PAYE

Après le magnifique mouvement du 28 avril dans toutes les usines Chausson (85 % de grévistes), les travailleurs de l'atelier des cars à Gennevilliers ont montré à nouveau leur combativité.

Mercredi 5, quelques ouvriers des sous-ensembles des cars, effectuant un travail très salissant et étant fatigués de réclamer des vêtements de protection qu'on leur refuse, arrêtaient le travail.

Aussitôt la direction les faisait remplacer par d'autres ouvriers recrutés dans d'autres équipes. Il faut expliquer qu'à cette époque le patron tient à ce que ses cars sortent.

Riposte immédiate des camarades des grévistes qui cessent le travail et se solidarisent de leurs revendications.

On embauche les contrecoups, les lock-outés se présentent au travail. Chacun maintient ses positions, mais le patron commence à être mal à l'aise.

Mercredi 12 : il a cédé ! Toutes leurs revendications obtenues, les grévistes ont repris le travail après ce nouveau point marqué contre le patron.

J. D.

DANS LE LIVRE

Coup de frein des dirigeants

Pour le 28 avril, la Fédération du Livre n'avait lancé qu'un mot d'ordre de « grève de solidarité » limitée à une demi-heure dans la presse, et une heure dans le labour.

Comme toujours, ces instructions ont été suivies par la quasi-unanimité des ouvriers du Livre. Dans les quelques entreprises (messageries, laqueurs...) où existent des organisations F.O. les responsables n'ont pas osé s'opposer à un mouvement aussi limité, et parfois même pratiquement appelé leurs adhérents à y participer — également par solidarité avec les travailleurs les moins favorisés.

Si la Fédération du Livre avait abrité son mot d'ordre derrière le fait que la revendication des 25.166 francs n'intéressait pas directement les travailleurs du Livre, liés par des conventions collectives particulières sa décision connue quelques jours à peine avant la date prévue pour la grève a créé de sérieux remous. Dans nombre d'imprimeries les ouvriers étaient prêts à débrayer pour 24 heures, le tract sur le point d'être diffusé à l'Imprimerie Nationale et appelant le personnel à une journée de grève, a dû être rengainé, etc...

La surprise et le mécontentement

des militants se sont d'ailleurs particulièrement manifestés au Conseil Central du Livre Parisien du 24 avril où fut communiquée aux responsables d'entreprises la décision de la Fédération, et où une forte majorité se prononça néanmoins pour le maintien de l'ordre de grève de 24 heures. Il fallut une fois de plus toute la « diplomatie » des permanents pour éviter une cassure entre la Fédération et les militants, qui finalement s'inclinèrent.

En réalité la majorité des travailleurs du Livre a bien compris que la Fédération — fidèle à sa tradition de marchandages avec le patronat — a cru sans doute que celui-ci lui tiendrait compte de sa « modération » le 28 avril lors de la bataille qui s'engage pour la sauvegarde de ses conquêtes d'autrefois, tels que le contrôle de l'embauche. Mais les travailleurs du Livre savent aussi que le patronat — le leur comme celui de l'importation — ne peut plus se permettre de supporter des organisations ouvrières aussi fortes, et qu'enfin ils sont entièrement et absolument solidaires du reste de la classe ouvrière dans la lutte pour l'amélioration des conditions d'existence.